

**JUIN 2018**

*Commune de Saint Ismier*

*Déclaration de projet n°1 / Mise en compatibilité du PLU*

**FICHE D’EXAMEN AU CAS PAR CAS**

# INTITULE DU PROJET :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Procédure concernée**  *(ex. pour les PLU : élaboration, révision, DP ou DUP …)* | **Type de document**  *(ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communal)* | **Territoire concerné** |
| Déclaration de projet n°1 du PLU, Mise en compatibilité du PLU | PLU communal | Commune de Saint-Ismier |

|  |  |
| --- | --- |
| **En cas d’élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUI** | |
| **Date de débat du PADD** | Non concerné |
| Le cas échéant, date prévisionnelle de l’arrêt du projet | Non concerné |

1. **IDENTIFICATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE RESPONSABLE**

|  |  |
| --- | --- |
| ***Personne publique responsable (****compétente pour conduire la procédure d’urbanisme)* | Monsieur Henri BAILE, le Maire de Saint-Ismier |
| *Courriel* | [s.urbanisme@saint-ismier.fr](mailto:s.urbanisme@saint-ismier.fr) |

1. **CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA PROCEDURE**

|  |  |
| --- | --- |
| **3.1 Caractéristiques générales du territoire** | |
| Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s) | Commune de Saint-Ismier |
| Nombre d’habitants concernés  *(au dernier recensement général de la population)* | 6 797 (RP 2014, INSEE) |
| *Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique* | Non concerné |
| Superficie du territoire | 14,9 km² (1490 hectares) |

|  |
| --- |
| **3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?**  *Annexed : la délibération concernant le débat en conseil municipal au sujet de l’évolution de la carte du PADD* |
| La commune de Saint-Ismier souhaite accueillir **un project de logements** dans le secteur de la Bâtie. Une partie de ce hameau est classée en zone dédiée pour des activités économiques (zone UIa) et d’autres parties en zone d’’urbanisation mixte autorisant l’habitat (zone UBa). Le site du project de logements se situe à l’extrémité sud de la zone UIa et est attenant à la zone UBa.  Le PADD du PLU de Saint-Ismier affirme, entre autre, un objectif de mixité sociale et intergénérationnelle ainsi qu’un développement maîtrisé de l’urbanisation. Toutefois, l’ensemble du secteur de la Bâtie figure sur one carte du PADD (page n°15) comme étant « one centralité urbaine à vocation principale d’activité ».  Dans la mesure où la construction de logements n’est pas autorisée dans la zone UIa (correspondant au site du project des logements), la collectivité a décidé de mettre en œuvre one déclaration de project permettant one mise en compatibilité du PLU.  L’évolution de la carte du PADD implique un débat en conseil municipal sur ce point. Ce débat a eu lieu le 15 décembre 2017. |
| **3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?**  *Annexed : pour one elaboration our one revision general du PLU communal our intercommunal, joinder le project de PADD qui a tee debate par le Conceal municipal our l’organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU* |
| Le project de logements sur le site de la Bâtie s’inscrit auvec les objectifs énoncés dans le PLU de Saint-Ismier :   * Compléter l’offre de logements sur le territoire de la commune ; * Optimiser le foncier urbanisable dans un tissu déjà bâti.   Ce project de 56 logements, dont 24 sociaux, est constitué de trois bâtiments distincts de deux étages :   * Le bâtiment A comporte 24 logements locatifs, * Le bâtiment B comporte 18 logements en accession, * Le bâtiment C comporte 14 logements en accession.   Pour pouvoir autoriser ce project il convient ;   * De reclasser en zone UBb un tènement de 6724m² qui se situe actuellement en zone UIa. * D’apporter one correction graphique sur one carte du PADD. |

**3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?**

*Annexes :*

* *Pour une élaboration ou une révision générale du PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;*
* *Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un PLU*

*: joindre le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;*





Pour permettre la réalisation du projet de logements dans le secteur de la Bâtie qui se trouvenactuellement dans la zone UIa, des corrections indispensables du PLU sont les suivantes :

## Changement dans le PADD

* + - Sur la page n°15 du PADD, le secteur de la Bâtie est identifié comme étant « une centralité urbaine à vocation principale d’activité ». Afin de rendre concordante ladite carte avec le projet de logements, le secteur de la Bâtie sera identifié comme étant « Espace plus dense et mixte », concordant avec l’objectif de la diversification de l’offre de logements, et non comme étant « une centralité urbaine à vocation principale d’activité ».

## Changement sur la carte du zonage :

* Création d’une zone UBb,
* Instauration d’une servitude de logements en vue de la réalisation d’un programme de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale : « Dans la zone UBb, au titre de L123-1-5-16 du Code de l’Urbanisme, les constructions destinées à l’habitation sont autorisées sous réserve que 40% du programme au minimum soit affecté à des logements sociaux. »

## Changement dans le règlement écrit

Le règlement de la nouvelle zone UBb, s’inspire du règlement de la zone UBa. Les dispositions réglementaires qui différencient la zone UBb par rapport à celui de la zone UBa, sont les suivantes :

* Chapitre « Caractère de la zone » : Citation de l’existence d’un secteur UBb.
* Article n°2 « Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières » : Obligation de réaliser un minimum de 40% de logements sociaux (par rapport au taux de 30% dans la zone UBa), sur l’ensemble des logements construits, pour les programmes de plus de 400 m² de surface de plancher ou de plus de 6 logements.

Ce pourcentage de 40% s'applique soit à chaque permis de construire isolé soit à l’ensemble des permis dans le cadre d’opérations d’ensemble. En cas d’opérations mixtes, il ne s’applique qu’à la part de surface de plancher consacrée au logement.

* Article n°10 « Hauteur maximale des constructions « : Dans la zone UBb, la hauteur maximale est fixée à 13 mètres au faîtage (au lieu de 11m, comme dans la zone UBa).

NON, le projet ne sera pas soumis à d’autres types de procédures ou consultations réglementaires et ne fera pas l’objet d’une enquête publique conjointe avec d’autres procédures.

**3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s)** *(exemples : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...)* **ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?** *(ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...***.** Si oui, préciser…

|  |  |
| --- | --- |
| **3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...** | |
| - les dispositions de la loi Montagne ? | OUI - classement partiel |
| - les dispositions de la loi Littoral *(3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy)* ? | NON |

La révision du PLU en 2012 avait fait l’objet d’un diagnostic environnemental.

|  |  |
| --- | --- |
| **3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...** | |
| - une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ? | OUI - DTA des Alpes du Nord (non opposable). |
| - un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s)  document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ? | OUI - le SCoT de la région urbaine de Grenoble, approuvé le 21 décembre 2012. Il s’agit d’un SCoT « Grenelle ». |
| - un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ? | OUI - le SDAGE Rhône-Méditerrannée, approuvé en 2009. |

**3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?**





**4. SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE DU TERRITOIRE CONCERNE PAR LA PROCEDURE ET CARACTERISTIQUES DE L'IMPACT POTENTIEL DU PROJET**

**SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE**

|  |  |
| --- | --- |
| **4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain** | |
| Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d’espaces ? | **Parmi les objectifs du PLU qui figurent dans le PADD :**  **Un développement urbain à contenir et à qualifier**   * … Pour tenter d’enrayer le phénomène de périurbanisation … il est nécessaire que le commun participe à l’effort collectif … de réduction de l’étalement urbain, d’optimisation des possibilités foncières et de la qualité des tissus urbains. * Réduire la consommation d’espace nécessite de définir les lieux de développement urbain prioritaires et de densifier et partager l’espace pour construire de manière économe.   **Proposer un développement d’urbanisation au sein de l’enveloppe urbaine déjà constituée…**   * L’économie stricte du foncier, devenue stratégique pour la valorisation de la commune, garantit non seulement la préservation des espaces naturels et agricoles mais permet également la maîtrise de l’étalement urbain et la recherche d’un développement maîtrisé de l’urbanisation de la commune, dans le respect de sa morphologie et de son identité. * Aussi, les objectifs du PADD permettent le développement de l’urbanisation uniquement dans les « dents creuses » des tissus urbains existants et en renouvellement de certains tissus. * Afin d’adapter la production de logements aux objectifs définis par le PLH… certaines zones d’urbanisation future à l’intérieur même de l’enveloppe urbaine ne peuvent être maintenues en tant que telles. Il s’avère donc nécessaire de les « geler » durant le temps du PLU et de les réexaminer après 2025, à l’occasion d’une prochaine révision du PLU. * Les espaces stratégiques retenus pour les programmes futurs de logements sont donc des secteurs inscrits dans l’enveloppe urbaine et situés à proximité des équipements et des axes de transports en commun. |
| Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ? | * Les dispositions du PADD devrait permettre de diminuer de moitié la consommation d’espace et d’enrayer l’étalement urbain. Ceci représente une différence de plus de 75 ha entre les surfaces des zones urbaines « avant » et « après » la révision du PLU. * Ainsi, le PLU n’engendrera aucune consommation d’espace supplémentaire sur les zones agricoles et naturelles. |

|  |  |
| --- | --- |
| **4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain** | |
| Sur quelles perspectives de développement *(démographique, économique, touristique, d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée)* du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation  d'espaces ? | Les objectifs du PLH, fixés pour la période 2012-2017, autorisent la construction de 45 logements par an. En partant du principe que le PLU à une échéance de deux PLH, la production de logements à horizon du PLU (en 2023) correspond à environ 540. |
| **Le projet a-t-il pour conséquence d’ouvrir à l’urbanisation certaine partie du territoire : oui / non ? *Si oui :*** | |
| NON | |
| Quelle est approximativement la superficie consommée ? | Non concerné |
| Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant *(densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...)* ont été préalablement examinées ? | Non concerné |
| Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation *(sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de*  *déplacements…).* | Non concerné |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **4.2. Milieux naturels et biodiversité** | | | | | | | |
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son  territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) : | | | | | Oui | Non | Si oui, lesquels(le)s ?Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ? |
| Zone Natura 2000 ? | | | | |  | **X** |  |
| Zone importante oiseaux *(ZICO)* ? | pour | la | conservation | des |  | **X** |  |
| Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle  *(régionale ou nationale)* ou parc naturel régional ? | | | | |  | **X** |  |
|  | | | | |  |  |  |
|  | | | | |  |  |  |
|  | | | | |  |  |  |





|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4.2. Milieux naturels et biodiversité** | | | |
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) : | Oui | Non | Si oui, lesquels(le)s ?Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ? |
| Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique *(ZNIEFF)* type I ? | **X** |  | Le territoire communal de Saint-Ismier est concerné par **6 ZNIEFF**: 4 de type I et 2 de type II, toutefois, aucun de ces espaces ne concerne le périmètre du projet de logements.  4 ZNIEFF de type I :   * ZNIEFF de type I "Versant méridional du Saint-Eynard".   Cette ZNIEFF s'étend sur les communes de Biviers, Corenc, Le- Sappey-en-Chartreuse, Meylan et Saint-Ismier pour une superficie de 620 hectares.   * ZNIEFF de type I "Gorges du Manival".   Cette zone naturelle d'une superficie totale de 621,61 hectares s'étend sur les communes de Bernin, Crolles, Saint-Ismier, Saint- Nazaire-les-Eymes, Saint-Pancrasse et St-Pierre-de-Chartreuse.   * ZNIEFF de type I "Ancienne boucle de l’Isère au Bois Français".   Cet ensemble d'une superficie de 182,8 hectares concerne les communes de Domène, le Versoud, Montbonnot-St-Martin et Saint-Ismier. Elle est composée d'un étang, de zones de boisements et de zones agricoles.   * ZNIEFF de type I "Lieu dit Le Moulin à Saint Nazaire-les-Eymes". Cette ZNIEFF de 50,5 hectares ne concerne que très peu la commune de Saint-Ismier. Elle s'étend essentiellement sur la   commune de Saint-Nazaire-les-Eymes.  2 ZNIEFF de type II :   * ZNIEFF de type II "Zone fonctionnelle de la rivière Isère entre Cevins et Grenoble".   Elle intègre l'ensemble fonctionnel formé par le cours moyen de l'Isère, ses annexes fluviales et les zones humides voisines sur une superficie de 4 471 hectares.   * ZNIEFF de type II "Versants méridionaux de la Chartreuse".   Elle concerne toute la partie méridionale du massif de la Chartreuse, s'étalant de Voreppe à Saint-Hilaire sur une surface de 6 905 hectares et l’altitude y varie entre 300 et 1000 mètre. Elle s’étend sur 29 communes du département de l’Isère et possède un patrimoine naturel d'une grande richesse. |
| Arrêté préfectoral de protection de biotope ? |  | **X** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4.2. Milieux naturels et biodiversité** | | | |
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) : | Oui | Non | Si oui, lesquels(le)s ?Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ? |
|  |  |  | Le Schéma régional de cohérence écologique (**SRCE**) de Rhône-Alpes, |
|  |  | adopté le 16 juillet 2014, et Le **SCoT** de la Région grenobloise, approuvé |
|  |  | le 21 décembre 2012, identifient sur le territoire communal : |
| Continuité écologique connue *(réseau écologique Rhône-Alpes...)* ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur *(SCoT, DTA...)* ou par un schéma régional de cohérence écologique *(SRCE)* approuvé  ? | **X** | * Les espaces naturels remarquables, recensés en ZNIEFF de type I et II. * Le parc naturel régional (PNR) de Chartreuse. * Les espaces agro-naturels des versants de la Chartreuse, * Les zones humides de la plaine de l’Isère, * Près de 155 ha de boisements ou de ripisylves sont classés en Espaces Boisés Classés (EBC), * Certains espaces inconstructibles (13,8 ha) sont maintenus au sein de l’enveloppe urbaine. |
|  |  | Toutefois, aucun de ces espaces ne concerne le périmètre du projet de |
|  |  | logements. |





|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4.2. Milieux naturels et biodiversité** | | | |
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) : | Oui | Non | Si oui, lesquels(le)s ?Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ? |
|  |  |  | **Espace Naturel Sensible :** Le territoire de Saint-Ismier compte un |
|  |  | Espace Naturel Sensible (ENS) situé dans la plaine de l’Isère au lieu- |
|  |  | dit du « Bois de la Bâtie ». |
|  |  | * Cet ENS concerne également la commune du Versoud. * L’ENS du « Bois de la Bâtie » présente une superficie totale de 229,1 ha dont 178 hectares localisés sur la commune de Saint- Ismier. * Cette surface est répartie en deux zones, d’une part la zone d'intervention (34 hectares) qui contient uniquement des espaces naturels et d’autre part la zone d’observation (144 hectares) qui correspond au secteur agricole. |
|  |  | Toutefois, aucun de ces espaces ne concerne le périmètre du projet de |
| Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? |  | logements. |
| Repérée par un document de rang supérieur *(SCoT, DTA...)* ou par un autre document *(contrat de rivière, inventaire du Conseil général...)* ? Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ? | **X** | **Zones humides** : La plaine de l’Isère est concernée par les zones humides recensées dans le cadre de l’Inventaire des zones humides (de plus de 1 ha) de l’Isère, qui repose sur les critères suivants : la présence d’espèces végétales caractéristiques, la trace d’hydromorphie dans les  50 premiers centimètres du sol et l’inondable temporairement. |
|  |  | * Environ 12% de la surface communale est concernée par les zones humides de l’ancienne boucle du Bois Français qui présentent une surface totale de 345 ha sur les communes de Domène, Montbonnot-Saint-Martin, Saint-Ismier et Le Versoud. * Ces zones humides présentent aussi bien une fonction hydrologique (expansion naturelle des crues, soutien naturel d’étiage, fonction d’épuration) qu’une fonction biologique (habitat pour les populations animales et végétales, connexion biologique). |
|  |  | Toutefois, aucun de ces espaces ne concerne le périmètre du projet de |
|  |  | logements. |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti** | | | |
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) : | Oui | Non | Si oui, lesquel(le)s ?  Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ? |
| Éléments majeurs du patrimoine bâti (*monuments historiques et leurs périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiqu*es) ? | **X** |  | Patrimoine local :   * Eglise de Saint-Ismier / portail inscrit aux monuments historiques, adresse : Place de l'Église, 38330 Saint-Ismier. * Borne royale (ou Borne de corvée) ; adresse : 979 D1090, 38330 Saint-Ismier.   Aucun de ces éléments du patrimoine n’est pas concerné le périmètre du projet de logements. |
| Site classé ou projet de site classé ? | **X** |  | Le site classé du massif de Saint-Eynard : d'une superficie de 1393 hectares, ce secteur concerne 21,3% du territoire communal de Saint- Ismier. Ce vaste massif a été inscrit par arrêté ministériel du 11/01/2005. |
| Site inscrit ? | **X** |  | Le site inscrit du pont sur le torrent du Manival : Le territoire de Saint- Ismier compte depuis le 7 octobre 1946 un site inscrit dénommé « Pont de la RN 1090 sur le torrent du Manival ». D’une superficie de 24 hectares le site représente 1,2% du territoire. Selon l’article 1 de l’arrêté Ministériel, ce site est inscrit comme site historique de l’Isère. |
| Zone de protection du patrimoine architectural,  urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire demise en valeur du patrimoine (AVAP) ? |  | **X** |  |
| Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ? |  | **X** |  |
| Directive de protection et de mise en valeur des paysages ? |  | **X** |  |
| Perspectives paysagères identifiées comme à  préserver par un document de rang supérieur (SCoT, DTA, …) |  | **X** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4.4. Ressource en eau** | | | |
| Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) : | Oui | Non | Si oui, précisez lesquel(le)s ?  Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ? |





|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4.4. Ressource en eau** | | | |
| Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ? |  | **X** |  |
| Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ? |  | **X** |  |
| De captages repérés par un SDAGE ? |  | **X** |  |
| *Usages :* *Oui ou Non Si oui, préciser* | | | |
| Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l’alimentation en eau potable et pour les autres usages ? | **X** |  | La production en eau potable de la commune est assurée par l’achat d’eau au Syndicat Intercommunal des Eaux de la Dhuy, dont la source se localise à Revel. La gestion qualitative et quantitative de l’eau potable sur le territoire est jugée satisfaisante.  Dans le PLU a été évalué que l’accueil d’une population supplémentaire engendrera de nouveaux besoins, mais ceux-ci seront satisfaits sans problématique majeure.  Le projet de 56 logements est proposé sur le tènement qui a été occupé précédemment par la maison de retraite ayant la capacité d’accueil de 80 chambres, et qui a été parfaitement desservi par l’ensemble des équipements nécessaire à son bon fonctionnement. |
| Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ? |  | **X** |  |
| Leprojetest-ilconcernéparunezonederépartition des eaux (ZRE) ? |  | **X** |  |
| Le système d’assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est impact sur les rejets dans les milieux ? | **X** |  | Le projet de logements sur le site de la Bâtie bénéficiera d’un branchement au réseau d’assainissement collectif.  Dans le PLU est précisé que le traitement des eaux usées de Saint- Ismier est assuré par la station d’épuration localisée sur la commune de Montbonnot, dont la capacité nominale est de 33 000 équivalents- habitants. Cette station d’épuration a été dimensionnée pour traiter l’ensemble des effluents des 6 communes (dont Saint-Ismier) appartenant au syndicat intercommunal de la Zone Verte du Grésivaudan. |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4.5. Sols et sous-sol, déchets** | | | |
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) : | Oui | Non | Si oui, lesquel(le)s ?  Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ? |
| Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ? |  | **X** |  |
| Anciens sites industriels et activités de services (base de données BASIAS) ? |  | **X** |  |
| Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ? |  | **X** | Le schéma départemental des carrières (février 2004) fait apparaître que la vallée de l’Isère et notamment le territoire de la commune de Saint-Ismier comporte des zones à préjugés favorables (ZEF1 ou ZPF2 selon classification des cartes géologiques du SDC) dans un secteur de nappe d’eaux souterraines à protéger prioritairement.  Les orientations prioritaires du schéma visent à préserver l’accessibilité aux gisements essentiels, à rechercher des gisements de proximité et à économiser la ressource en matériaux alluvionnaires.  Le projet de logements sur le site de la Bâtie n’impact pas les dispositions dudit schéma. |
| Projets d’établissement de traitement des déchets sur le territoire ? |  | **X** |  |

1 ZEF : Zones à éléments favorable, dans lesquelles les exploitations actuelles ou anciennes témoignent de l’exploitabilité du matériau.

2 ZPF : Prolongement géologique de ZEF, montrant une lithologie à priori comparable, mais peu, ou pas d’exploitations





|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4.6. Risques et nuisances** | | | |
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) : | Oui | Non | Si oui, lesquel(le)s ?  Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ? |
| Risques ou aléas naturels (inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...), industriels, technologiques,  miniers connus ? | **X** |  | **Les risques naturels :**  La commune de Saint-Ismier possède   * Le Plan de Prévention du Risque Naturels Prévisibles (PPRN), et * Le Plan de Prévention du Risques d’Inondation de l’Isère (PPRI).   Aucun aménagement n’est concerné par les risques d’inondation de l’Isère et la mise en œuvre du projet ne devrait pas modifier les conditions d’écoulement ni les volumes de crues de l’Isère.  Le projet de logements ne devrait pas provoquer l’accroissement de l’imperméabilisation du site, susceptible d’aggraver les risques liés au ruissellement et ravinement.  Les risques naturels identifiés sur la commune de Saint-Ismier n’impacte pas le projet sur le site de la Bâtie. |
| Plan de prévention des risques (naturels, technologiques, miniers) approuvés ou en cours d’approbation ? |  | **X** | **Les risques technologiques :**   * La commune n’accueille aucune entreprise présentant des risques technologiques particuliers et le PLU ne prévoit pas l’aménagement de zones d’activités pouvant accueillir ce genre d’activités. * En revanche, la RD 1090 est identifiée comme un axe de transport de matières dangereuses et l’urbanisation aux abords de cet axe risque d’accroitre légèrement le nombre d’habitants exposés à ce risque.   Le site du projet de logements ne se situe pas à proximité de la RD 1090.  Aucun dispositif relatif aux risques technologiques n’impacte pas le projet sur le site de la Bâtie. |
| Nuisances connues (sonores, lumineuses,  vibratoires, olfactives) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ? |  | **X** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4.6. Risques et nuisances** | | | |
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) : | Oui | Non | Si oui, lesquel(le)s ?  Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ? |
| Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ? |  | **X** | Le classement sonore de l’Isère est réglementé par l’arrêté n°2011-322-0005 portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département de l’Isère, signé le 18 novembre 2011.  Au voisinage des infrastructures de l’autoroute A41 et de la route D11b, la commune de Saint-Ismier est concernée par des arrêtés préfectoraux de classement des voies bruyantes, permettant la prise en compte de ces nuisances dans les documents d’urbanisme et imposants les niveaux d’isolation phonique.  Le projet de logements ne se situe pas dans les zones de bruit de l’A 41 ni de la D11b. |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4.7. Air, énergie, climat** | | | |
| Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) : | Oui | Non | Si oui, lesquel(le)s ?  Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ? |
| Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ? | **X** |  | La commune de Saint-Ismier est concernée par le PPA de la région grenobloise, approuvé par arrêté du préfet de l’Isère le 25 février 2014.  Saint-Ismier, situé dans la vallée du Grésivaudan est qualifiée comme étant une commune en « zone sensible », où les orientations destinés à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique peuvent être renforcées. |
| Enjeux spécifiques relevés par le schéma  régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ? |  | **X** |  |
| Projet éolien ou de parc photovoltaïque ? |  | **X** |  |





**L'INTERCOMMUNALITE SOUHAITE COMMUNIQUER (FACULTATIF)**

**OU**

**COMMUNE**

**LA**

**QUE**

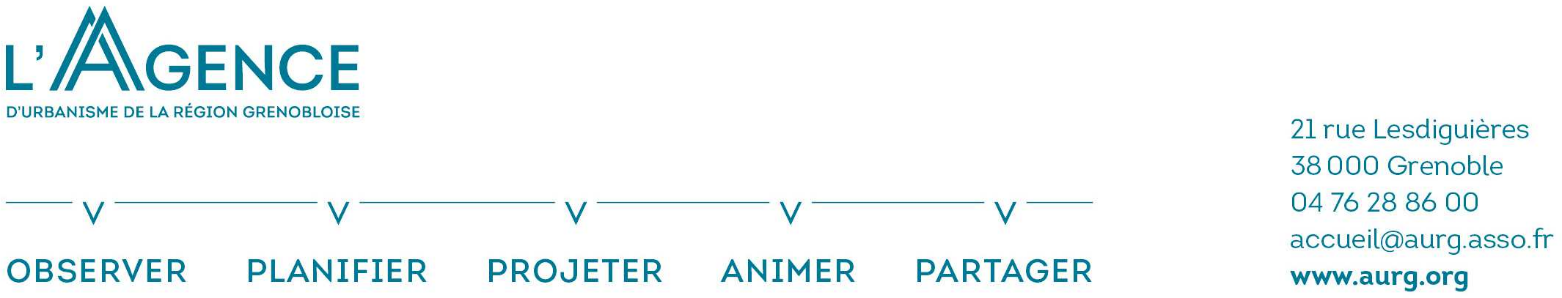
**COMPLEMENTAIRES**

**5. ÉLEMENTS**

# 6. ANNEXES (RAPPEL)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Élaboration ou révision « générale » (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi** | Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l’organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale | **X** |
| Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur | **X** |
| Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration | **X** |
| **Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123- 13, II, CU) et les déclarations de projet impactant un PLU** | Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint |  |
| **Pour tous** | Délibération concernant le débat en conseil municipal au sujet de l’évolution de la carte du PADD | **X** |

*6*



CONTACT : Jan Kaczorowski Tél. 0476288633

[jan.kaczorowski@aurg.asso.fr](mailto:jan.kaczorowski@aurg.asso.fr)